



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services Division / Division  
des services professionnels en informatique

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 4ième

étage/Floor

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> SPICT Palier 2 - EDSC	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> G9292-226504/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 004
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> PREQ 100016504	<b>Date</b> 2021-08-31
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZM-625-39844	
<b>File No. - N° de dossier</b> 625zm.G9292-226504	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Daylight Saving Time EDT <b>on - le 2021-09-21</b> Heure Avancée de l'Est HAE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Haroutounian, Rosanna	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 625zm
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 354-5346 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## MODIFICATION N° 004

La présente modification vise à réviser la demande de propositions et à répondre aux questions des soumissionnaires.

### **MODIFICATIONS À LA DP :**

#### **2. À la pièce jointe 4.1, CTO5 :**

Supprimer : a) Fournir des ressources qualifiées à EDSC dans les deux jours suivant la réception d'une demande d'autorisation de tâche;

Insérer : a) Fournir des ressources qualifiées à EDSC dans les cinq jours suivant la réception d'une demande d'autorisation de tâche;

#### **3. À la pièce jointe 4.1, Tableau 1 :**

Supprimer : **4. Les tâches de l'EDT comprenaient des livrables de la catégorie de ressource de cette invitation**

Insérer : **4. Les tâches de l'EDT de la catégorie de ressource de cette invitation**

#### **4. À la pièce jointe 4.1, Tableau 1 :**

Supprimer : **Nombre de tâches et de livrables mis en correspondance :**

Insérer : **Nombre de tâches mis en correspondance :**

### **QUESTIONS ET RÉPONSES**

**Question 9 :** Savez-vous s'il y aura aussi un marché réservé aux Autochtones?

**Réponse 9 :** Emploi et Développement social Canada (EDSC) ne prévoit pas pour le moment tirer parti d'un marché réservé aux Autochtones pour le présent besoin.

**Question 10 :** Le client pourrait-il préciser si une entreprise ou une personne effectue actuellement ce travail ou un travail semblable ou l'a fait au cours des 12 derniers mois? Le cas échéant, cette entreprise ou cette personne a-t-elle été invitée à soumissionner? S'il y a un entrepreneur titulaire, pourriez-vous fournir le nom du ou des fournisseurs, la date du ou des contrats et le montant total payé pour les services?

**Réponse 10 :** Tel qu'indiqué dans l'Avis de projet de marché sur le site Achats et Ventes, il n'y a pas de titulaire actuel pour ce besoin.

**Question 11 :** L'État pourrait-il indiquer si une entreprise titulaire fournit actuellement des services identiques ou semblables ou l'a fait au cours des 12 derniers mois? Le cas échéant, pourriez-vous fournir le nom de l'entreprise, et préciser la durée et la valeur du contrat?

**Réponse 11 :** Tel qu'indiqué dans l'Avis de projet de marché sur le site Achats et Ventes, il n'y a pas de titulaire actuel pour ce besoin.

**Question 12 :** Concernant le critère CTC6 : L'État accepterait-il la preuve d'une certification ISO qui n'est plus à jour pour l'organisation du soumissionnaire?

**Réponse 12 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 13 :** Excellence Canada est un organisme indépendant sans but lucratif qui, en partenariat avec Industrie Canada, a pour mission de promouvoir l'excellence organisationnelle à l'échelle du Canada. Pour obtenir l'agrément d'Excellence Canada, les organisations doivent démontrer des pratiques exemplaires dans les domaines suivants : leadership, planification, clients, personnes et processus. Les entreprises qui obtiennent cet agrément figurent parmi les organisations les mieux gérées au Canada. Cette norme mène également aux Prix Canada pour l'excellence, dont la gouverneure générale du Canada est la présidente d'honneur. Excellence Canada offre un programme de qualité privilégié qui, selon de nombreux chefs de file de l'industrie au Canada, respecte et même dépasse les normes ISO, et est mieux adapté pour les organisations de services professionnels. L'agrément d'Excellence Canada a également été adopté par des organisations publiques comme le Secrétariat du Conseil du Trésor, le gouvernement de l'Ontario, la municipalité régionale de Durham, l'Hôpital général de Toronto-Est, l'Hôpital général de North York, Workplace Safety North, l'Association canadienne pour la santé mentale, etc. Vu les qualifications associées à l'agrément d'Excellence Canada et sa reconnaissance dans de nombreux secteurs gouvernementaux, le Canada pourrait-il confirmer que cet agrément est suffisant pour démontrer la conformité aux normes énumérées au CTC6?

**Réponse 13 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 14 :** Limiter les soumissionnaires à quatre (4) contrats de référence pour démontrer un minimum de 37 750 jours facturables est très restrictif. Emploi et Développement social Canada (EDSC) autoriserait-il les soumissionnaires à fournir quatre (4) contrats de référence de clients par volet de travail pour démontrer qu'ils respectent le nombre minimum de jours facturés pour le CTC2?

**Réponse 14 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 15 :** Pièce jointe intitulée 4.2 Critères techniques cotés et formulaires, page 10 – Le CTC6 demande que les soumissionnaires détiennent une certification de gestion de la qualité ISO en vigueur pour obtenir des points. De nombreux soumissionnaires ayant déjà répondu à des besoins en personnel du gouvernement du Canada ont élaboré des processus internes spécialisés en gestion de la qualité qui offriraient une plus grande valeur à EDSC que la certification ISO. Pour promouvoir l'équité et la transparence, et pour éviter d'empêcher inutilement des soumissionnaires compétents d'obtenir la totalité des points, nous demandons respectueusement la suppression du CTC6.

**Réponse 15 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 16 :** Le critère technique obligatoire CTO2 exige des soumissionnaires qu'ils présentent quatre (4) contrats facturés à au moins cinq (5) millions de dollars au cours des cinq (5) dernières années. Compte tenu du temps que peuvent prendre les grands contrats à se concrétiser et de la réduction des effectifs pendant la pandémie de COVID-19, le CTO2 ne laisse qu'un délai extrêmement court pour répondre à cette exigence. Afin d'inclure divers fournisseurs concurrentiels pouvant offrir une grande valeur à l'État, pourriez-vous modifier le CTO2 de manière à accepter les contrats qui ont été facturés à au moins cinq (5) millions de dollars et qui ont été actifs dans les cinq (5) dernières années?

**Réponse 16 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 17 :** Pour le critère technique obligatoire CTO2, les soumissionnaires doivent présenter un grand nombre de jours facturés. L'État pourrait-il confirmer que des ressources ayant d'autres titres de postes, mais qui ont effectué au moins 50 % des tâches associées à une catégorie donnée de services professionnels en informatique centrés sur les tâches, peuvent être incluses dans cette catégorie?

**Réponse 17 :** Nous le confirmons.

**Question 18 :** CTO2 – Veuillez confirmer que l'exigence prévoit quatre (4) contrats par volet de travail, et non quatre (4) contrats pour tous les volets de travail. Il serait impossible de fournir plus de 750 000 jours facturables pour un maximum de quatre (4) contrats pour les quatre (4) volets de travail.

**Réponse 18 :** Non. La présente invitation à soumissionner vise à attribuer jusqu'à quatre contrats pour la prestation de services dans les quatre volets de travail, « au fur et à mesure des besoins », comme il est décrit dans le document d'invitation à soumissionner.

**Question 19 :** Le CTC6 accorde 25 points pour une certification ISO 9001:2015. Les critères obligatoires et cotés, en particulier le CTO3, le CTO4 et le CTO5, fournissent des détails relatifs au gestionnaire de client, à la stratégie d'atténuation des risques et à la stratégie de gestion de contrat, notamment sur la gestion des processus de transition entre les ressources, ainsi que les pratiques d'assurance de la qualité et les plans d'urgence. Une évaluation approfondie de l'entreprise dans ces domaines est effectuée au CTC2, au CTC3 et au CTC4.

Nous demandons que le CTC6 soit retiré, de manière à ce que les soumissionnaires soient évalués uniquement en fonction de leur expérience. Le CTC6 est fortement pondéré par rapport à l'ensemble des autres critères obligatoires et cotés énoncés dans la présente demande de propositions pour permettre aux soumissionnaires de fournir et de gérer des services.

**Réponse 19 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 20 :** Étant donné qu'il y a quatre volets de travail distincts et que le Canada attribuera jusqu'à quatre contrats distincts, serait-il possible de diviser l'évaluation par volet de travail afin de permettre à un plus grand nombre de fournisseurs qualifiés de soumettre des réponses à cette demande de propositions? Exiger que les soumissionnaires démontrent un minimum de 26 450 jours facturés pour 20 catégories de ressources différentes en citant en référence quatre contrats distincts est extrêmement restrictif. En donnant aux fournisseurs la possibilité de répondre à un ou à plusieurs volets de travail, le client devrait recevoir un plus grand nombre de soumissions concurrentielles, ce qui permettra au Canada d'obtenir la meilleure valeur possible de l'industrie.

**Réponse 20 :** Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée.

**Question 21 :** En ce qui concerne le CTO2, le Canada peut-il confirmer si chacun des quatre contrats cités en référence doit répondre à l'exigence de jours facturables pour chaque catégorie dans chaque volet de travail, ou si l'on peut démontrer l'exigence de jours facturables pour chaque catégorie en considérant conjointement les quatre contrats cités en référence?

**Réponse 21 :** L'exigence de jours facturables pour chaque catégorie peut être démontrée en considérant conjointement les quatre contrats cités en référence.

**Question 22 :** Pour le CTO1, les fournisseurs doivent citer en référence un contrat réalisé dans les sept dernières années au cours duquel ils ont soutenu la prestation d'un programme de transformation GI/TI d'envergure. En raison de la quantité de références exigées pour cette réponse, nous prions l'État de bien vouloir modifier la période d'années associée au CTO2 et au CTC1, afin qu'elle corresponde à la période de sept ans demandée au CTO1 et que les jours facturables de la référence pour ce critère puissent être pris en compte, étant donné qu'il y aurait de nombreux chevauchements possibles avec les catégories du CTO2 en ce qui a trait aux références demandées.

**Réponse 22 :** Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée.

**Question 23 :** Serait-il possible de confirmer que les soumissionnaires peuvent répondre à un ou à plusieurs volets de travail de leur choix, et qu'ils ne sont pas tenus de répondre aux quatre volets de travail?

**Réponse 23 :** Non. Le soumissionnaire doit présenter une soumission démontrant sa capacité à fournir les services dans les quatre volets de travail du présent besoin, comme il est décrit dans le document d'invitation à soumissionner.

**Question 24 :** Serait-il possible pour le client de confirmer que la mise en correspondance des tâches n'est requise que pour les ressources de niveau 3, et non pour l'ensemble des ressources?

**Réponse 24 :** Le soumissionnaire doit faire la preuve des catégories similaires en établissant une correspondance d'au moins 50 % des tâches de la catégorie de ressource de l'énoncé des travaux (EDT) - Annexe A de la présente exigence aux tâches complétées par la ressource dans la catégorie de ressource similaire établie dans le contrat de référence. Lorsqu'il y a plusieurs niveaux requis pour une seule catégorie de ressource dans l'EDT – Annexe A de la présente exigence, la mise en correspondance est requise pour au moins 50 % des tâches de la catégorie de ressource de niveau 3 de l'exigence.

**Question 25 :** Les soumissionnaires sont-ils tenus de soumettre leurs réponses dans un seul document technique, ou le client préfère-t-il recevoir une soumission distincte par volet de travail?

**Réponse 25 :** Veuillez consulter la question et réponse 23. Le soumissionnaire doit présenter une soumission démontrant sa capacité à fournir les services dans les quatre volets de travail du présent besoin, comme il est décrit dans le document d'invitation à soumissionner.

**Question 26 :** Pièce jointe 4.1 Critères techniques obligatoires et formulaires, page 2, CTO2 – Le client peut-il confirmer si les soumissionnaires sont autorisés à citer jusqu'à quatre contrats PAR volet pour démontrer les jours facturables? Dans l'affirmative, est-ce acceptable de citer en référence quatre

contrats distincts par volet de travail ou faut-il utiliser les quatre mêmes contrats pour tous les volets de travail pour lesquels une réponse est soumise?

**Réponse 26 :** Non. Le nombre minimum de jours facturés pour toutes les catégories de ressources pour l'ensemble des volets de travail doit être respecté parmi les quatre mêmes contrats.

**Question 27 :** Pièce jointe 4.2 Critères techniques cotés et formulaires, page 10 – Au CTC6, les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils détiennent une certification ISO de gestion de la qualité en vigueur pour obtenir les points. De nombreux soumissionnaires ayant déjà offert un soutien au gouvernement du Canada en lien avec ses besoins de dotation ont élaboré des processus de gestion de la qualité spécialisés à l'interne qui offriraient une plus grande valeur à Emploi et Développement social Canada que la certification ISO. Pour promouvoir l'équité et la transparence, et pour éviter de limiter inutilement le nombre de soumissionnaires compétents en mesure d'obtenir un maximum de points, nous vous demandons respectueusement de retirer le CTC6.

**Réponse 27 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 28 :** Pour le CTC6, le Canada exige que les soumissionnaires détiennent une certification ISO en matière de gestion de la qualité (ISO 9001:2015). Nous comprenons qu'il s'agit d'une façon pour le Canada de confirmer que les soumissionnaires prennent des mesures de gestion de la qualité appropriées pour mener à bien les travaux. Cependant, le simple fait d'avoir une telle certification ne garantit pas nécessairement que ces pratiques exemplaires sont mises en application dans le cadre des projets. De plus, dans le reste de la demande de soumissions, le Canada demande des exemples de stratégies utilisées et des détails sur la façon dont ces approches sont appliquées plutôt que des certifications dans ces domaines. Afin de s'assurer que les soumissionnaires appliquent leurs processus de gestion de la qualité et adoptent les pratiques exemplaires, le Canada serait-il disposé à changer le critère comme suit : « Dans sa soumission, le soumissionnaire doit présenter la stratégie de gestion de la qualité qu'il propose de mettre en œuvre pour le contrat subséquent. »

**Réponse 28 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 29 :** Pour accorder le maximum de point possible, l'État exige que les soumissionnaires démontrent leur capacité à fournir 75 500 jours facturables, répartis en 20 catégories distinctes de ressources en SPICT, pour les quatre volets de SPICT, en ne citant en référence que quatre contrats clients.

Toute entreprise ayant fourni cette gamme et ce volume de services professionnels sur une période de cinq ans à compter de la publication de l'offre devrait être autorisée à répondre à la demande de soumissions, quel que soit le nombre de contrats qui y est spécifié.

Nous sommes d'avis que le fait d'augmenter le nombre de contrats de référence client ne viendra pas compromettre la capacité de l'État à conclure des contrats avec des entreprises ayant l'envergure et l'expérience nécessaires pour répondre aux besoins d'EDSC.

Nous demandons à l'État de reformuler le CTO2 comme suit : « Le soumissionnaire doit fournir la preuve d'au moins quatre (4) et d'au plus cinq (5) contrats de référence client... ».

En ce qui concerne le CTC3-B et le CTC4-B, nous vous proposons simplement de changer « utilisée pour chacun des quatre (4) contrats de référence fournis dans CTO2. » pour « utilisée pour les quatre (4)

contrats de référence fournis dans CTO2. », ce qui n'aura aucune incidence sur les points accordés pour ce critère coté.

**Réponse 29 :** Votre demande a été prise en compte, mais les critères demeurent inchangés.

**Question 30 :** Nous désirons confirmer la portée et l'utilisation prévue de ce mécanisme, particulièrement en ce qui a trait aux grandes initiatives de transformation en cours au Ministère pour lesquelles des partenaires technologiques ont déjà été mobilisés (comme pour la Modernisation du versement des prestations – MVP).

Serait-ce possible de confirmer que la portée des autorisations de tâches émises dans le cadre de ce mécanisme sera limitée à un soutien des activités de maintenance des systèmes technologiques existants du Régime de pensions du Canada (RPC)?

**Réponse 30 :** Nous le confirmons.

**Question 31 :** Concernant le CTO2 – point 3)g)v)

L'exigence demande de la part des soumissionnaires qu'ils établissent « une correspondance d'au moins 50 % des tâches de la catégorie de ressource de l'Énoncé des travaux (EDT) – Annexe A de la présente exigence aux tâches complétées par la ressource [...] ». Toutefois, dans le modèle fourni aux soumissionnaires, plus précisément dans le tableau 1 du formulaire O2, on indique « 4. Les tâches de l'EDT comprenaient des livrables de la catégorie de ressource de cette invitation » et on demande aux soumissionnaires de remplir une cellule montrant le « nombre de tâches et de livrables mis en correspondance ».

Le Canada peut-il confirmer que l'exigence relative à l'établissement de correspondance des tâches de catégories de ressource similaires porte seulement sur les tâches de l'EDT, sans inclure les livrables?

a) Le Canada peut-il modifier le tableau 1 du formulaire O2 en conséquence?

**Réponse 31 :** Oui, le Canada confirme l'exigence relative à l'établissement de correspondance des tâches de catégories de ressource similaires porte seulement sur les tâches de l'EDT. Tableau 1 a été révisé. Veuillez consulter la modification à la DP 3 et la modification à la DP 4.

**Question 32 :** En ce qui concerne les critères d'évaluation obligatoires et cotés pour l'évaluation organisationnelle, l'État envisagerait-il d'attribuer plusieurs contrats en fonction des volets de travail?

**Réponse 32 :** Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée.

**Question 33 : En ce qui a trait aux critères CTO2/CTC1 A, B, C et D...** Telle qu'elle est actuellement rédigée, cette exigence demande aux soumissionnaires de démontrer leur expérience avec 20 catégories de ressources, dans quatre volets de SPICT distincts, en n'utilisant que quatre contrats, d'une valeur facturée de 5 millions de dollars ou plus, réalisés dans les cinq dernières années seulement. En outre, un nombre de jours important est exigé juste pour le respect du critère CTO2. Cela n'est pas raisonnable, surtout si l'on tient compte du fait que ce type de contrats d'envergure s'étend souvent sur plus de cinq ans et qu'il se limite généralement à un seul volet de SPICT (ces contrats d'envergure ne sont donc pertinents que pour quelques-unes des catégories énumérées dans la demande de propositions). **Par conséquent, nous aimerions : (A) que la période associée à la démonstration du nombre de jours facturés soit allongée pour que les contrats actifs au cours des sept dernières années soient acceptés (ce qui cadre avec les critères CTO1 et CTC5); (B) que 6 contrats puissent être utilisés pour couvrir les 20 catégories et (C) que la valeur facturée de 5 millions de dollars ou plus (TVH**



**en sus) qui est actuellement exigée soit conservée pour quatre des six contrats, mais que deux des contrats puissent avoir une valeur facturée globale de 2 millions de dollars ou plus (TVH comprise).** La demande de propositions sera ainsi véritablement concurrentielle; elle permettra à EDSC d'obtenir suffisamment d'offres recevables de la part de fournisseurs expérimentés du gouvernement du Canada et de s'assurer de la grande expérience de tous les soumissionnaires.

**Réponse 33 :** Votre demande a été prise en compte, mais les critères demeurent inchangés.

**Question 34 : En ce qui a trait aux critères CTO4/CTC3 A et B, et CTO5/CTC4 A et B...** Pouvez-vous confirmer qu'un courriel du client sera également accepté, étant donné que les lettres en bonne et due forme peuvent être difficiles à obtenir en cette période où tout le monde travaille depuis son domicile et où de nombreux responsables du gouvernement du Canada sont en vacances? Un courriel est plus facile à envoyer pour les personnes se trouvant dans des endroits éloignés et ne mettra pas une pression excessive sur le client, qui doit déjà composer avec le contexte de travail actuel et la saison des vacances.

**Réponse 34 :** Non. Un courriel de la part du client ne sera pas accepté. EDSC acceptera une signature électronique du formulaire ou des copies numérisées du formulaire avec la signature du client.

**Question 35 : En ce qui a trait au critère CTC5...** Est-ce possible de faire passer de 2 millions de dollars à 1 million de dollars (TVH incluse) l'exigence relative à la valeur des contrats qui peuvent être utilisés pour démontrer de l'expérience avec les nouvelles technologies? Nous demandons ce changement, car les clients qui demandent des services dans le domaine des nouvelles technologies ne sont généralement pas des organisations fédérales et parce que les organisations du secteur privé ou municipal ont tendance à attribuer des contrats de moindre valeur en utilisant des bons de commande associés à une période limitée (ce qui explique leur valeur inférieure). Pouvez-vous modifier ce critère de manière à ce que toute expérience valide de prestation de services avec des nouvelles technologies puisse être reconnue et démontrée?

**Réponse 35 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 36 : En ce qui a trait au critère CTC6...** Pour le critère technique coté CTC6, les entreprises doivent détenir une certification ISO en vigueur si elles désirent obtenir 25 points, ce qui représente une grande partie du total des points. Il s'agit d'une exigence excessivement injuste : elle limite la liste des soumissionnaires potentiels susceptibles d'obtenir de bons résultats à un petit groupe d'entreprises qui sont, pour la plupart, de très grandes organisations, et elle élimine les entreprises locales qui mettent l'accent sur la prestation du type de services professionnels en question au gouvernement du Canada. Serait-il possible de supprimer entièrement ce critère? Sinon, est-ce possible d'exiger que les soumissionnaires détiennent une certification ISO OU fournissent le programme d'assurance qualité de l'entreprise pour obtenir la totalité des 25 points?

**Réponse 36 :** Votre demande a été prise en compte, mais le critère demeure inchangé.

**Question 37 :** En ce qui a trait à l'invitation n° G9292-226504/A, est-ce possible de confirmer si l'obtention de ce contrat entre en conflit d'intérêts avec la participation aux marchés relatifs à la modernisation du versement des prestations?



**Réponse 37 :** S'être fait attribuer un contrat dans le cadre de la présente invitation à soumissionner n° G9292-226504/A ne présente aucun conflit d'intérêts pour ce qui est de la participation au besoin relatif à la modernisation du versement des prestations.

**Question 38:** Les entreprises et les consortiums qui ont été présélectionnés pour être des partenaires d'exécution du programme de Modernisation du versement des prestations sont-ils exclus de cette demande de soumissions?

**Réponse 38 :** Les entreprises et les coentreprises présélectionnées dans le cadre du Programme de modernisation du versement des prestations ne sont pas exclues de la participation à la présente invitation à soumissionner, pour autant qu'elles soient titulaires d'un arrangement en matière d'approvisionnement pour les SPICT de palier 2 dans la région de la capitale nationale (RCN) avec la cote de sécurité et les catégories de ressources requises.

**Question 39:** Le programme de transformation auquel on fait référence dans l'annexe A – Énoncé des travaux correspond-il au programme de Modernisation du versement des prestations ou il s'agit d'une invitation à soumissionner visant à soutenir un programme distinct de modernisation et de transformation des programmes de pension (assurance-emploi, Régime de pensions du Canada, Sécurité de la vieillesse) d'Emploi et Développement social Canada (EDSC)?

**Réponse 39:** Le présent besoin constitue une demande de soumissions distincte de celle du Programme de modernisation du versement des prestations.

**Question 40: À la page 36 sur 103, à la section 7.2 – Autorisation de tâches de la PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, le point e)** indique que les entrepreneurs ont deux jours ouvrables après la réception du projet d'autorisation de tâches pour confirmer qu'ils acceptent la demande et qu'ils enverront les documents de la ressource dans les trois jours ouvrables suivants.

Toutefois, le point a) du CTO5 précise que les soumissionnaires doivent fournir des ressources qualifiées à EDSC dans les deux jours suivant la réception d'une demande d'autorisation de tâche.

Le Canada pourrait-il préciser si l'exigence est de répondre à l'autorisation de tâches en l'espace de deux ou de cinq jours?

**Réponse 40:** L'exigence est de répondre à l'autorisation de tâches en l'espace de cinq jours. CTO5 a été révisé. Veuillez consulter la modification à la DP 2.

**TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.**